



# CGT Finances Publiques Aveyron

## Comité Social d'Administration Local du 05 11 2024

### Ordre du jour

#### **1. Approbation des PV du CSAL du 07/05/2024 et du 13/06/2024 (pour avis)**

Les organisations syndicales ont voté pour à l'unanimité.

#### **2. Point sur la campagne IR (pour information)**

La direction se félicite du déroulement de la campagne, notamment de la baisse de l'accueil physique dans nos services (9359 en 2023, 8036 en 2024), pareil pour le nombre de rendez vous physique. Pour la CGT, le bilan est incomplet car si l'accueil est fortement en baisse dans nos services (c'est un fait), les maisons France Service sont de plus en plus nombreuses et sollicitées, on voit bien que le besoin de services ne disparaît pas en fermant les résidences et en supprimant les emplois. Pour preuve, les E-contacts sont en augmentation.

#### **3. Résidence administrative des EDR (pour information)**

Au delà de la résidence administrative, qui reste la résidence la plus proche du domicile familial, la direction a confirmé que les EDR de la filière Fiscale ne seraient pas remplacés : place à la solidarité entre services, ne posez pas de question, c'est un principe noble qui peut aussi d'être culpabilisant pour le service débordé qui refuserait d'en aider un autre... Pour la filière Gestion Publique, la CGT a demandé une clarification des missions et des formations professionnelles adaptées pour pouvoir effectuer les missions demandées dans un cadre plus serein et efficace.

#### **4. Plan départemental de transition écologique (pour information)**

La nécessité de réduire notre impact écologique et de changer notre mode de vie n'est pas une nouveauté. Bercy s'en empare et demande aux directions locales de décliner un plan départemental de transition énergétique. Concrètement, nous avons un catalogue de bonnes intentions (range vélos devant les résidences, changement de chaudières, isolation des bâtiments...) qui ne demande qu'à être réalisé. Le problème va demeurer entier un certain temps, car nous n'avons pas de budget pour bon nombre de mesures proposées. L'urgence climatique attendra... Et pour patienter, le Centre des Finances du 8 Mai a été retenu pour le concours CUBE ETAT : un challenge sur la consommation énergétique (avec un suivi mensuel de l'évolution des consommations et des émissions carbone évitées).

#### **5. Résultat de l'observatoire interne de la DDFIP (pour information)**

Seul point réellement positif, une participation en hausse de 9 points par rapport à 2023, 53 % des effectifs Aveyronnais de notre administration ont répondu au questionnaire. La DG a redoublé d'efforts pour inciter les personnels à participer massivement à cet observatoire. En fait, les agents

sont lassés par cette enquête qui n'aboutit à aucune amélioration de leurs conditions de travail ni à une véritable analyse de la situation.

Les chiffres sont éloquentes sur bien des éléments :

- le nombre d'agents aveyronnais à être satisfaits de travailler au sein du Ministère est de 46 % contre 63% pour les personnels de Bercy ;
- 4 % des agents estiment que leur motivation dans leur travail augmente, pour 63 % elle diminue ;
- 15 % des agents estiment que leur direction évolue dans le bon sens et 68 % trouvent les changements trop rapides ;
- 68 % ne sont pas optimistes sur leur avenir au sein de la DGFIP alors même qu'au niveau ministériel 37 % sont optimistes et 66 % au niveau de la Fonction publique d'État ;

Quant aux items sur les conditions de travail, la charge de travail reste trop conséquente pour 59 % des personnels et la quantité de stress sur une échelle de 1 à 10 est évaluée à 6,5 et pour les personnels qui évaluent leur stress au-delà de 8, ils représentent 37 % des répondants. Seulement 48 % des agents trouvent le fonctionnement de leur service efficace, et 38 % que la charge de travail est bien répartie. Le rôle des managers est aussi remis en cause.

Cet exercice 2024, en plus d'une participation dont on ne connaît pas la répartition entre les corps C, B et A, est très loin d'être favorable à la direction locale. Laquelle direction s'inquiète surtout du fait que nos réponses sont en décalage avec celles des directions de notre taille (précisément les catégories 4). Qu'à cela ne tienne, le directeur local après avoir pris contact avec un grand savant de Bercy spécialiste en RH, décrète pour sortir de ce bourbier, la mise en place d'une politique visant à restaurer le calme dans les services (et accessoirement dans l'observatoire interne) autour de deux idées fortes : l'équité et la solidarité, le tout enrobé de pragmatisme. Cela se traduira dans les faits par du coaching, du mentorat et du codéveloppement à destination des cadres. Pour les agents, il conviendra de travailler sur le collectif en proposant une journée de cohésion, dont les agents auront la joie de choisir le thème (le directeur a par exemple proposé de la pétanque aveyronnaise)...

Pour les vrais problèmes du quotidien : suppressions d'emplois (passés et à venir), rémunération, sens du travail (on a l'impression de travailler que pour des statistiques), et plus largement la place et l'utilité du service public DGFIP dans la société, nos directions font preuve de pragmatisme. L'action doit prendre le pas sur la connaissance, sur les idées, et les agents sont censés s'adapter aux contraintes de la réalité. Mais nous sommes un service public et nos règles et principes (présentés comme des poids) sont issus de notre histoire et aussi de la volonté politique de structurer la société. Les réformes actuelles ne sont engagées que pour supprimer de l'emploi, c'est aussi cela le pragmatisme à Bercy : baisse du déficit = suppression de fonctionnaires.

Cet observatoire interne reste très préoccupant et les réponses apportées sont insuffisantes, les agents ne se satisferont pas longtemps de ce climat délétère.

## **6. Fusion des secteurs d'assiette du SIP de Villefranche-de-Rouergue (pour avis)**

A ce jour, les communes gérées par le SIP sont réparties en deux secteurs territoriaux : le premier comptant 26 340 articles d'impôt sur le revenu, le second 12 054. Cela permettait autrefois d'organiser les tâches de gestion selon un périmètre géographique. Désormais le service est géré avec des portefeuilles établis par ordre alphabétique.

La fusion des 2 secteurs en un seul, prévue pour le 01/01/2025, ne modifiera pas la charge globale du service, ni son organisation actuelle. Ce n'est qu'une fusion dans les applicatifs informatiques. Pour la CGT, cette fusion permet surtout de rappeler comment le travail des agents des SIP, comme celui de tant d'autres collègues a fortement évolué. C'est l'aboutissement d'un processus où on gère les urgences, le travail sur liste, l'industrialisation des tâches, ce qui produit une déqualification, un sentiment de dépossession et de perte de sens du travail. D'autant plus que la charge de travail n'est pas en nette diminution malgré l'arrêt de la gestion TH, et alors que le bruit de mise en place d'un impôt la remplaçant commence à circuler.

VOTE : ABSTENTION unanime des organisations syndicales.

## 7. Départementalisation de la mission quitus au SIE de Rodez (pour avis)

Actuellement, l'immatriculation des véhicules achetés dans un pays membre de l'UE nécessite pour l'utilisateur d'effectuer des démarches auprès de la DGFIP. L'acquéreur doit payer la TVA éventuellement due et solliciter un certificat fiscal (quitus) par voie dématérialisée au Service des Impôts des Entreprises (SIE). Les SIE de Rodez et de Millau géraient cette mission. A l'horizon 2026, la démarche sera centralisée au SIE de Denain (59). Une note de 2020 prévoyait la possibilité de centraliser la mission sur un seul SIE départemental. Notre direction a décidé, avec l'accord des 2 services concernés, qu'à partir du 01/09/2024 la gestion des quitus sera effectuée par le SIE de Rodez.

La CGT considérant que ce transfert a pour but de soulager un service en difficulté s'est abstenue tout comme les autres OS. Elle regrette toutefois une énième disparition à venir d'une mission exercée dans le département, surtout une mission aussi sensible que le versement de TVA sur la vente de véhicules étrangers.

## 8. Bilan télétravail 2023 (pour information)

Au 31 décembre 2023, 54 924 agents de la DGFIP bénéficiaient d'une ou plusieurs autorisations de télétravail répartis entre les catégories A + (11,1%), A (24,1%), B (43,6%) et C (21,2%).

Dans l'Aveyron en 2023, 31,51 % des agents ont bénéficié d'un moins une demi-journée de télétravail par mois (en moyenne). La répartition des télétravailleurs par catégorie s'établit à 18 A+, 21 A, 106 B et 34 C.

La CGT a demandé que soit communiquée la déclinaison par services qui est absente du document de travail.

Aucun refus de télétravail ou de recours dans le département ! Alors qu'il y a eu 24 au niveau national. Cela s'explique par le fait qu'un entretien préalable a lieu entre l'agent et le chef de service et que s'il y a refus, il n'y a pas de saisie de la demande dans Sirhius, ce qui est un préalable pour examiner un recours, hiérarchique dans un 1er temps puis éventuellement en CAP nationale.

## 9. Questions diverses

- **Ponts Naturels** : La DG a décidé que nos services devaient être ouverts tous les jours et supprime donc les ponts naturels à partir de 2025. Suite à la demande de la CGT, le directeur s'est engagé à ce que les chefs de service fassent preuve de souplesse, à l'image de la gestion du pont de l'Ascension 2024.

- **Convention des agents C et B du département** : La CGT a fait préciser la nature obligatoire de cette journée. Le directeur a répondu par l'affirmative sauf absence régulière prévue ce jour-là.

- **Avenir des Pôles de Contrôles et d'Expertises (PCE)** : Suite à notre interrogation, le directeur nous a avisé qu'un Groupe de Travail national doit se tenir le 12/11/2024 sur la future organisation du contrôle fiscal et plus particulièrement des PCE. A la connaissance de la CGT, à ce jour, 60 % des directions ont conservé leur PCE, certaines expérimentant entre autre le transfert de l'expertise aux SIE.



## CGT Finances Publiques Aveyron

JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom :

Prénom :

Grade :

Échelon :

Adresse Administrative :

Adresse Personnelle :

*Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire d'un élu ou s'inscrire directement sur le site*